

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

(1) Sitzung 2017-2018.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 909 (2017-2018) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. März 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201814]

**29 MAART 2018. — Décret tot toekenning van de titel van stad aan de gemeente Aubange (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De gemeente Aubange wordt gemachtigd de titel van stad te voeren.

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 909 (2017-2018) Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201815]

**29 MARS 2018. — Décret réformant la gouvernance au sein de la Société régionale wallonne du Transport et modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, l'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« De l'Opérateur de Transport de Wallonie ».

**Art 2.** Dans le même décret, les mots :

1° « la Société régionale » sont remplacés par les mots « l'OTW » aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 5bis, 5ter, 6, 7, 8, 9, 9bis, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 18bis, 19, 21bis, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 31, 31ter, 35, 36sexies, 36septies et 37;

2° « la SRWT » sont remplacés par les mots « l'OTW » aux articles 21bis et 21ter.

**Art. 3.** Dans le même décret, à l'article 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« Il est créé un Opérateur de Transport de Wallonie, ci-après dénommé « OTW », dont le siège social est établi à Namur. »;

2° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le capital social de l'OTW est représenté par des actions de catégories A et B.

Les actions de catégorie A confèrent tous les droits, à l'exception des droits exclusifs conférés aux titulaires des actions de catégorie B.

Les actions de catégorie B sont uniquement détenues par les communes et leur confèrent exclusivement le droit de nommer leur représentant à l'organe de consultation des bassins de mobilité, visé à l'article 1<sup>er</sup>bis, 8°. Chaque commune wallonne détient une action de catégorie B qui lui a été attribuée en échange de ses participations dans le capital des anciennes sociétés d'exploitation".

**Art. 4.** A l'article 1<sup>er</sup>bis du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) sont insérés les 1°/1 et 1°/2, rédigés comme suit :

« 1°/1. l'OTW : l'Opérateur de Transport de Wallonie;

1°/2. le règlement européen n° 1073/2009 : le règlement n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006; »;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° services réguliers spécialisés : les services réguliers qui, quel que soit l'organisateur des transports, assurent le transport de catégories déterminées de voyageurs, à l'exclusion d'autres voyageurs; »;

c) est complété par les 8° à 14°, rédigés comme suit :

« 8° un bassin de mobilité : une circonscription géographique comprenant plusieurs territoires communaux résultant de l'existence d'un ou de plusieurs pôles d'attraction vers lesquels les habitants du bassin se déplacent quotidiennement étant entendu que les déplacements internes au bassin de mobilité sont plus importants que les déplacements vers ou depuis l'extérieur de ce même bassin;

9° un réseau hiérarchisé : un ensemble de lignes régulières de transport en commun s'appuyant sur la structure territoriale du bassin de mobilité et organisé en un maillage de lignes structurantes, de lignes secondaires et de lignes de desserte de pointe;

10° une ligne structurante : une ligne cadencée à haut niveau de fréquence s'adossant au réseau routier principal;

11° une ligne secondaire : une ligne cadencée de rabattement vers les lignes structurantes;

12° une ligne de desserte de pointe : une ligne non cadencée permettant de renforcer, aux heures de pointe scolaire, l'accès à la mobilité;

13° une ligne essentielle : une ligne exploitée en raison d'un effectif modulé;

14° l'autorité organisatrice de transport : l'autorité désignée par le Gouvernement. »;

d) il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

" L'OTW est considéré comme un opérateur interne au sens du règlement européen n° 1370/2007.

Concernant le 8°, les bassins de mobilité, au moins au nombre de cinq, sont désignés par le Gouvernement sur la base d'une analyse statistique de l'organisation quotidienne des déplacements, du schéma régional de mobilité et des infrastructures existantes au sein du Groupe TEC ».

**Art. 5.** A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 17 décembre 1997, les mots « et la coordination » sont remplacés par les mots ", l'établissement et l'exploitation »;

2° il est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. L'OTW a pour objet l'étude, la promotion, l'établissement et l'exploitation des services de transport public des personnes.

L'OTW a pour mission :

1° de proposer au Gouvernement :

a) les structures tarifaires applicables aux transports publics de personnes;

b) le plan de transport détaillé, comprenant notamment les lignes, les itinéraires, les horaires et les arrêts, et la stratégie marketing, sur la base de l'offre définie par l'autorité organisatrice de transport, permettant de concrétiser la politique d'accessibilité au territoire et l'atteinte des objectifs fixés par l'autorité organisatrice du transport;

2° au nom du Gouvernement, de définir la politique commerciale applicable aux transports publics de personnes;

3° d'assurer l'information de la clientèle, y compris de la clientèle potentielle;

4° d'acquérir les installations, le matériel roulant, l'équipement, l'outillage et, en général, tout moyen nécessaire à la réalisation de sa mission;

5° de recruter le personnel et d'en assurer la gestion;

6° d'acquérir, d'aliéner ou de louer tous biens mobiliers et immobiliers nécessaires pour l'accomplissement de sa mission;

7° moyennant l'accord préalable du Gouvernement, de vendre ou de céder des biens immobiliers acquis entièrement ou partiellement au moyen de subventions de la Région wallonne;

8° d'examiner les projets de services réguliers spécialisés;

9° d'assurer la promotion de ses services;

10° de réaliser le programme d'investissements arrêté par le Gouvernement en matière d'infrastructure de transports publics et pour lesquels l'OTW bénéficie de subventions selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, les biens ainsi subventionnés étant, de plein droit et sans indemnité, transférés à la Région wallonne en cas de dissolution de l'OTW;

11° d'assurer, pour ce qui le concerne, les relations avec la S.N.C.B. ou tout autre organisme national ou international de transports publics, notamment, en vue de concrétiser les objectifs d'intermodalité fixés par l'autorité organisatrice du transport;

12° d'exécuter toute mission d'intérêt général que lui confie le Gouvernement. ».

**Art. 6.** Dans l'article 3 du même décret, le mot « constituée » est remplacé par le mot « constitué ».

**Art. 7.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 1<sup>re</sup> intitulée « Le conseil d'administration ».

**Art. 8.** Dans la section II insérée par l'article 7, l'article 5, modifié par les décrets des 26 novembre 1992 et 1<sup>er</sup> mars 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Un conseil d'administration administre l'OTW. La gestion journalière est confiée à un administrateur général et un administrateur général adjoint, nommés par le Gouvernement.

§ 2. Le conseil d'administration est composé de :

1° maximum quatre administrateurs domiciliés dans une commune localisée en province de Liège;

2° maximum deux administrateurs domiciliés dans une commune localisée en province de Luxembourg;

3° maximum deux administrateurs domiciliés dans une commune localisée en province de Namur;

4° maximum cinq administrateurs domiciliés dans une commune localisée en province du Hainaut;

5° maximum deux administrateurs domiciliés dans une commune localisée en province du Brabant wallon.

Sur proposition du Ministre ayant les transports dans ses attributions, le Gouvernement nomme les membres du conseil d'administration.

Assistent aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative :

1° l'administrateur général de l'OTW et l'administrateur général adjoint;

2° un représentant permanent pour chacune des trois organisations syndicales les plus représentatives.

Sur proposition des organisations syndicales les plus représentatives, le Gouvernement nomme les représentants visés à l'alinéa 3, 2°.

§ 3. Le conseil d'administration représente l'OTW à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

§ 4. Les statuts de l'OTW règlent ce qui a trait aux attributions, aux émoluments et à la durée des fonctions du président, du vice-président, des administrateurs, de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint, et ce, dans le respect de la législation relative au statut de l'administrateur public.

**Art. 9.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 2 intitulée « L'administrateur général et l'administrateur général adjoint ».

**Art. 10.** L'article 5*bis* du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012, est complété par le paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. L'exercice d'autres mandats publics par l'administrateur général et l'administrateur général adjoint doit se conformer aux dispositions générales applicables aux administrateurs publics. ».

**Art. 11.** À l'article 5*ter* du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « sont individuelles et » sont insérés entre le mot « évaluations » et le mot « portent »;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « du Groupe TEC ou de la SRWT » sont remplacés par les mots « de l'OTW »;

3° dans le paragraphe 2, la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« La procédure d'évaluation formelle contient, notamment, les principes d'évaluation suivants : »;

4° dans le paragraphe 2, 2°, les mots « au Groupe TEC » sont remplacés par les mots « à l'OTW »;

5° dans le paragraphe 3, les mots « de l'Exécutif » sont remplacés par les mots « du Gouvernement ».

**Art. 12.** Dans chapitre I<sup>er</sup>, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 3 intitulée « Le comité de direction ».

**Art. 13.** Dans la sous-section 3 insérée par l'article 12, il est inséré un article 5*quater* rédigé comme suit :

« Art. 5*quater*. § 1<sup>er</sup>. Un comité de direction est institué. Le Gouvernement fixe la composition du comité, qui comprend notamment l'administrateur général et l'administrateur général adjoint, visés à l'article 5*bis*, § 1<sup>er</sup>.

Sans préjudice de l'article 5*bis* du présent décret, la nomination d'autres membres du comité de direction se fait à l'issue de la procédure de recrutement telle que prévue aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 5*bis* du présent décret.

Sans préjudice de l'article 5*ter*, les autres membres du comité de direction sont soumis à des évaluations périodiques telles que prévues à l'article 5*ter* du présent décret.

§ 2. Le comité de direction est renouvelable tous les 5 ans. Lorsqu'un des membres du comité de direction a atteint l'âge de la pension ou n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions, le conseil d'administration pourvoit à sa vacance.

§ 3. Le comité de direction assiste l'administrateur général et l'administrateur général adjoint dans la gestion journalière de l'OTW.

§ 4. Le comité de direction peut créer des comités spécialisés dont les rôles et responsabilités sont déterminés dans le règlement d'ordre intérieur de l'OTW.

§ 5. Les statuts de l'OTW règlent ce qui a trait aux émoluments des membres du comité de direction. ».

**Art. 14.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 4 intitulée « Des directeurs ».

**Art. 15.** Dans la sous-section 4 insérée par l'article 14, il est inséré un article 5*quinquies* rédigé comme suit :

« Art. 5*quinquies*. § 1<sup>er</sup>. Les directeurs sont nommés après une procédure de recrutement basée sur un appel à candidatures, un descriptif du profil des fonctions et la constitution d'un jury approuvés par le conseil d'administration. Les statuts de l'OTW précisent cette procédure.

§ 2. La procédure de recrutement comprend :

- 1° une description de fonction arrêtée par le conseil d'administration;
- 2° un appel à candidatures public, externe et interne pour les directeurs;
- 3° des épreuves de sélection dont l'objet est de vérifier leurs aptitudes de gestion d'organisation et leur personnalité;
- 4° une sélection des trois meilleurs candidats jugés aptes à remplir la fonction;
- 5° un rapport écrit et motivé reprenant notamment pour chacun des candidats retenus, ses forces et faiblesses;
- 6° une désignation motivée du conseil d'administration.

Le jury visé au paragraphe 4 sélectionne les trois meilleurs candidats jugés aptes à remplir la fonction et établit le rapport visé au 5°.

§ 3. L'appel à candidatures public visé au paragraphe 2, 2°, est lancé par le conseil d'administration, notamment par voie de publication dans les journaux de presse écrite quotidienne et par internet, selon les modalités qu'il détermine, sur proposition de l'administrateur général.

L'appel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> mentionne pour chaque emploi déclaré vacant :

- 1° le délai dans lequel les candidatures sont introduites auprès de l'administrateur général;
- 2° la description de fonction;
- 3° les diplômes et expériences requis pour l'emploi;
- 4° l'ensemble des critères sur base desquels les candidats seront évalués;
- 5° les documents que contient, à peine de nullité, l'acte de candidature.

§ 4. Le jury de sélection est composé :

- 1° d'une personne issue du monde académique;
  - 2° de deux personnes issues du secteur privé commercial ou d'une entreprise publique de transport autre que l'OTW tels que de hauts managers;
  - 3° de quatre membres du conseil d'administration de l'OTW dont le président du conseil d'administration, l'administrateur général et l'administrateur général adjoint;
  - 4° d'un représentant du Ministre des Transports ayant voix consultative;
- La personne visée au 1° préside le jury.

§ 5. Les statuts de l'OTW règlent ce qui a trait aux attributions, aux émoluments et à la durée des fonctions de directeur. ».

**Art. 16.** Dans la sous-section 4 insérée par l'article 14, il est inséré, un article 5*sexies* rédigé comme suit :

« Art. 5*sexies*. § 1<sup>er</sup>. Les directeurs sont soumis à des évaluations périodiques organisées par le conseil d'administration.

Les statuts de l'OTW précisent les procédures d'évaluation, leurs modalités ainsi que les mesures pouvant être prises en cas d'évaluation négative.

§ 2. La procédure d'évaluation contient, notamment, les principes d'évaluation suivants :

- 1° le conseil d'administration instaure en son sein un comité d'évaluation;
- 2° les statuts de l'OTW règlent ce qui a trait au fonctionnement du comité d'évaluation;
- 3° le comité visé au 1° peut s'entourer de personnalités extérieures à l'OTW dans le cadre de ces évaluations;
- 4° ces évaluations :
  - a) sont périodiques;
  - b) se réfèrent notamment à la description de fonction de la personne évaluée, dans une optique de cohérence avec les procédures de recrutement;
  - c) sont consignées dans un rapport qui est remis au conseil d'administration qui en tire les conclusions utiles.

Le conseil d'administration fixe le rythme des évaluations, en se référant aux standards en la matière.

**Art. 17.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, section II, du même décret, il est inséré une sous-section 5 intitulée « Les organes de consultation ».

**Art. 18.** Dans la sous-section 5 insérée par l'article 17, il est inséré un article 5*septies* rédigé comme suit :

« Art. 5*septies*. Pour chaque bassin de mobilité, il est créé un organe de consultation chargé d'émettre, sur initiative propre ou sur demande de l'autorité organisatrice du transport, des recommandations concernant les modalités locales de traduction des orientations stratégiques, définies préalablement par l'autorité organisatrice du transport, compte tenu du contexte de l'offre, des besoins et du budget, et concernant tout autre mode de transport.

Chaque organe de consultation de bassin de mobilité se réunit deux fois par an, à l'initiative de l'autorité organisatrice du transport. Ces réunions ne donnent lieu à aucune rémunération ou avantage en nature, sous quelque dénomination que ce soit.

Chaque organe de consultation de bassin de mobilité est composé :

- 1° d'un membre du collège communal de chaque commune située dans le périmètre dudit bassin et titulaire d'une action de catégorie B;
- 2° d'un représentant de la Direction générale en charge des infrastructures routières;
- 3° d'un représentant de l'autorité organisatrice du transport, chargée du secrétariat;
- 4° d'un représentant, membre du personnel, de l'OTW;
- 5° d'un représentant du Ministre ayant les transports dans ses attributions.

Assistent aux réunions visées à l'alinéa 2, comme invités, les membres du conseil d'administration de l'OTW domiciliés dans le périmètre dudit bassin et trois représentants des usagers désignés par le Gouvernement. ».

**Art. 19.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, section II, du même décret, il est inséré une sous-section 6 intitulée « Le change manager ».

**Art. 20.** Dans la sous-section 6 insérée par l'article 19, il est inséré un article *5octies* rédigé comme suit :

« Art. *5octies*. § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration est habilité à nommer un change manager sur proposition de l'Administrateur général, et sur avis du Gouvernement.

§ 2. Le change manager est nommé pour un mandat de quatre ans non renouvelable.

§ 3. Le change manager :

1° assiste au comité de direction avec voix consultative;

2° coordonne les projets de transformation de la structure organisationnelle de l'OTW;

3° soumet des rapports et des propositions à l'administrateur général ainsi qu'un rapport annuel sur l'état d'avancement de sa mission;

4° exerce toute mission confiée par l'administrateur général ou par le comité direction sur proposition de l'administrateur général.

§ 4. Le change manager peut être destitué sans indemnités pour les raisons suivantes :

1° rupture de confiance ou mécontentement;

2° déloyauté.

§ 5. Les statuts de l'OTW règlent ce qui a trait aux émoluments de la fonction de change manager. ».

**Art. 21.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, section II, du même décret, il est inséré une sous-section 7 intitulée « Le comité d'audit ».

**Art. 22.** Dans la sous-section 7 insérée par l'article 21, il est inséré un article *5nonies* rédigé comme suit :

« Art. *5nonies*. § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration institue un comité d'audit chargé du suivi du contrôle interne des comptes et du processus d'élaboration de l'information financière, sans préjudice du contrôle externe existant et opéré par le collège des commissaires et la Cour des Comptes.

§ 2. Ce comité est composé au minimum :

1° d'un expert indépendant;

2° du directeur de l'audit;

3° d'un administrateur de l'OTW.

§ 3. Les membres du comité d'audit sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable, sans préjudice des autres fonctions qu'ils exercent au sein de l'OTW.

Lorsqu'un des membres du comité d'audit a atteint l'âge de la pension ou n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions, le conseil d'administration pourvoit à sa vacance.

§ 4. Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par an et communique son rapport au conseil d'administration.

§ 5. Les statuts de l'OTW règlent ce qui a trait aux attributions et aux émoluments des membres du comité d'audit. ».

**Art. 23.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, section 2, du même décret, il est inséré une sous-section 8 intitulée « Des dispositions diverses », comportant les articles 6 à *9bis*.

**Art. 24.** A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 76 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « 544 du Code des sociétés »;

2° il est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. L'article 544 du Code des sociétés n'est pas applicable aux actions représentatives du capital de catégories A et B de l'OTW. ».

**Art. 25.** À l'article 9 du même décret, modifié par les décrets des 17 décembre 1997 et 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « L'OTW » sont remplacés par les mots « Avec l'accord du Gouvernement, l'OTW »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, les mots « Par dérogation à l'article 104*bis* des lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « Avec l'accord du Gouvernement et par dérogation à l'article 646 du Code des sociétés »;

4° à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, le mot « seule » est remplacé par le mot « seul »;

5° à l'alinéa 4 ancien devenant l'alinéa 3, le mot « elle » est remplacé par le mot « il »;

6° à l'alinéa 4 ancien devenant l'alinéa 3, le mot « réputée » est remplacé par le mot « réputé ».

**Art. 26.** Dans le chapitre I<sup>er</sup>, du même décret, il est inséré une section 2/1, intitulée comme suit :

« L'autorité organisatrice de transport ».

**Art. 27.** Dans la section 2/1 insérée par l'article 26, il est inséré un article *9ter* rédigé comme suit :

« Art. *9ter*. L'autorité organisatrice de transport :

1° traduit la vision du Gouvernement en une politique d'accessibilité au territoire et en objectifs opérationnels et identifie précisément en conséquence les obligations de service public;

2° propose au Gouvernement les objectifs de part modale, les émissions de CO2 et émissions polluantes moyennes maximales par passager, les niveaux de qualité de service et la part de sous-traitance en bonne cohérence avec les politiques économiques, sociales, de développement durable et territoriales menées;

3° assure la concertation avec les parties prenantes locales, régionales et fédérales en vue de mettre en œuvre la politique d'accessibilité;

4° assure le contrôle de l'atteinte des objectifs du contrat de service public via un dialogue constructif et périodique avec l'opérateur;

5° formule un avis au Gouvernement sur les demandes de financement d'offres et d'infrastructure supplémentaires. ».



**Art. 28.** Dans l'article 10, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, le mot « gestion » est remplacé par les mots « service public ».

**Art. 29.** L'article 11 du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confiée à un collège de trois commissaires aux comptes, désignés par le Gouvernement parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Leurs délibérations sont collégiales.

Le contrôle du collège de commissaires aux comptes consiste en la vérification des comptes, au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

Leurs rapports et observations sont transmis aux organes statutaires de l'OTW et au Gouvernement.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour un terme de trois ans renouvelable une seule fois de façon successive. Ils peuvent être révoqués en cours de mandat uniquement pour de justes motifs.

Pour le surplus, les commissaires aux comptes exercent leur mandat conformément au Code des sociétés.

L'OTW est, en vertu de l'article 50 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, soumis au contrôle de la Cour des Comptes. ».

**Art. 30.** À l'article 12 du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'OTW établit et approuve son budget à l'intervention de ses organes et le soumet au Ministre ayant les transports dans ses attributions qui le communique au Ministre du Budget. »;

2<sup>o</sup> l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Aux fins de l'application de la présente disposition, l'OTW est considéré comme une unité d'administration publique de type 3, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, c), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes. ».

**Art. 31.** À l'article 13 du même décret, au 3<sup>o</sup>, les mots « elle a été autorisée » sont remplacés par les mots « il a été autorisé ».

**Art. 32.** Dans l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, le mot « elle » est remplacé par le mot « il ».

**Art. 33.** L'article 16 du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. L'OTW présente au Ministre ayant les transports dans ses attributions des situations périodiques. Il lui adresse tous autres renseignements qu'il demande.

L'OTW présente au Gouvernement un rapport annuel sur ses activités.

Le Gouvernement transmet ce rapport au Parlement wallon. ».

**Art. 34.** Dans le même décret, sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'article 18, modifié par le décret du 22 juillet 2010;

2<sup>o</sup> l'article 18bis, inséré par le décret du 26 novembre 1992 et modifié par les décrets des 22 juillet 2010 et 1<sup>er</sup> mars 2012;

3<sup>o</sup> les articles 19 à 20.

**Art. 35.** A l'article 21 du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> il est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. § 1<sup>er</sup>. Les sociétés d'exploitation sont administrées par un conseil d'administration comprenant un maximum de quinze membres.

Leur gestion journalière est confiée à un directeur général nommé par le Gouvernement.

Ces administrateurs sont désignés par le Gouvernement sur proposition de l'OTW.

Le président du conseil d'administration est désigné par le Gouvernement.

En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 2. Assistent aux réunions des conseils d'administration des sociétés d'exploitation avec voix consultative :

1<sup>o</sup> l'administrateur général de l'OTW ou l'administrateur général adjoint;

2<sup>o</sup> le directeur général de la société d'exploitation concernée;

3<sup>o</sup> un représentant permanent de chacune des organisations syndicales représentées au conseil d'administration de l'OTW. »;

2<sup>o</sup> il est abrogé.

**Art. 36.** Dans le même décret, sont abrogés :

1<sup>o</sup> les articles 21bis et 21ter, insérés par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012;

2<sup>o</sup> l'article 22, modifié par le décret du 22 juillet 2010 et remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012;

3<sup>o</sup> l'article 23, modifié par le décret du 22 juillet 2010;

4<sup>o</sup> l'article 24, modifié par les décrets des 22 juillet 2010 et 1<sup>er</sup> mars 2012;

5<sup>o</sup> l'article 25;

6<sup>o</sup> les articles 26 à 28, modifiés par le décret du 22 juillet 2010.

**Art. 37.** A l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « Les sociétés d'exploitation » sont remplacés par « L'OTW et le groupe TEC »;

2<sup>o</sup> le mot « assujetties » est remplacé par le mot « assujettis ».

**Art. 38.** L'article 30 du même décret est abrogé.

**Art. 39.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Des contrats de service public de l'OTW. ».

**Art. 40.** L'article 31*bis* du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012, est abrogé.

**Art. 41.** L'article 31*ter* du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012 et modifié par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012, est abrogé.

**Art. 42.** L'article 33, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> mars 2012, 4 juin 2015 et 26 octobre 2017, est complété par les 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, rédigés comme suit :

« 11<sup>o</sup> les modalités, par bassin de mobilité, d'organisation des lignes essentielles sur base de l'effectif disponible en cas de situation de discontinuité de service;

12<sup>o</sup> les modalités visant à lutter contre toute forme de harcèlement ou violences basées sur le genre. ».

**Art. 43.** A l'article 33*ter* du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le contrat de service public précise dans quelle mesure la sous-traitance peut être envisagée et pour quels services. La mise en concurrence, après consultation du secteur professionnel concerné, le suivi et le contrôle des services sous-traités sont assurés par l'OTW et approuvés par le Gouvernement dans le respect de la réglementation sur les marchés publics en vigueur. ».

**Art. 44.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IV*bis* est remplacé par ce qui suit :

« Constatation des infractions et amendes administratives. ».

**Art. 45.** A l'article 36*ter* du même décret, modifié par le décret du 6 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des sociétés d'exploitation » sont abrogés;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « des sociétés d'exploitation » sont abrogés.

**Art. 46.** Dans l'article 36*quater*, § 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 6 décembre 2007, les mots « des sociétés d'exploitation » sont abrogés.

**Art. 47.** Dans l'article 36*quinquies* du même décret, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012, les mots « n<sup>o</sup> 1370/2007 » sont insérés après les mots « Règlement européen ».

**Art. 48.** Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IV*quater* est remplacé par ce qui suit :

« Servitudes légales d'utilité publique relatives à la réalisation et à l'exploitation d'un réseau de tramways sur le territoire de la Région wallonne. ».

**Art. 49.** À l'article 36*sexies* du même décret, inséré par le décret du 22 novembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dans l'agglomération de Liège » sont remplacés par les mots « sur le territoire de la Région wallonne »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le mot « autorisée » est remplacé par le mot « autorisé »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, 2<sup>o</sup>, le mot « elle » est remplacé par le mot « il »;

4<sup>o</sup> au paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « elle » est remplacé par le mot « il ».

**Art. 50.** À l'article 36*septies* du même décret, inséré par le décret du 22 novembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dans l'agglomération de Liège » sont remplacés par les mots « sur le territoire de la Région wallonne »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « elle » est remplacé par le mot « il ».

**Art. 51.** L'article 37 du même décret est abrogé.

**Art. 52.** Dans le même décret, il est inséré un article 41, rédigé comme suit :

“ Art. 41. Dans l'attente de la désignation par le Gouvernement des bassins de mobilité visés à l'article 1<sup>er</sup>*bis*, 8<sup>o</sup>, ceux-ci correspondent aux périmètres des cinq sociétés d'exploitation, à savoir : le TEC Brabant-wallon, le TEC Charleroi, le TEC Hainaut, le TEC Liège-Verviers et le TEC Namur-Luxembourg. ».

**Art. 53.** Dans le même décret, il est inséré un article 42, rédigé comme suit :

« Art 42. L'OTW reprend l'ensemble des droits et obligations du Groupe TEC. ”.

**Art. 54.** L'OTW met ses statuts en conformité au plus tard le 30 juin 2018.

**Art. 55.** Les articles 3, 5, 2<sup>o</sup>, 14, 15, 16, 17, 18, 24, 2<sup>o</sup>, 33, 34, 2<sup>o</sup>, 35, 2<sup>o</sup>, 37 et 53, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les paragraphes 3 à 5 de l'article 5*quater* du même décret, inséré par l'article 13, entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 mars 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————  
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1043 (2017-2018) N<sup>os</sup> 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 mars 2018.

Discussion.

Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/201815]

**29. MÄRZ 2018 — Dekret zur Reform der Betriebsführung innerhalb der Wallonischen Regionalen Gesellschaft für den Öffentlichen Personenverkehr ("Société régionale wallonne du Transport") und zur Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die Öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In dem Dekret vom 21. Dezember 1989 über die Öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region wird die Überschrift von Kapitel I durch Folgendes ersetzt:

"Der Verkehrsbetreiber der Wallonie".

**Art. 2** - In demselben Dekret werden die Wörter

1° "die Regionale Gesellschaft" bzw. "der Regionalen Gesellschaft" in den Artikeln 1, 2, 3, 4, 5*bis*, 5*ter*, 6, 7, 8, 9, 9*bis*, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 18*bis*, 19, 21*bis*, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 31, 31*ter*, 35, 36*sexies*, 36*septies* und 37 durch "der VBW" bzw. "dem VBW" bzw. "des VBW" ersetzt.

2° "der SRWT" in den Artikeln 21*bis* und 21*ter* durch "des VBW" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 1 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Es wird ein Verkehrsbetreiber der Wallonie gegründet, nachstehend "VBW" genannt, dessen Gesellschaftssitz sich in Namur befindet.";

2° Artikel 2 desselben Dekrets wird um einen Paragraphen 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 2. Das Gesellschaftskapital des VBW wird durch Aktien der Kategorien A und B verkörpert.

Die Aktien der Kategorie A verleihen alle Rechte, mit Ausnahme der Alleinrechte, die den Inhabern von Aktien der Kategorie B verliehen werden.

Die Aktien der Kategorie B sind lediglich im Besitz der Gemeinden, und verleihen ihnen das Alleinrecht, ihren Vertreter bei dem in Artikel 1*bis* Ziffer 8 genannten Beratungsorgan der Mobilitätsgebiete zu ernennen. Jede Wallonische Gemeinde hält eine Aktie der Kategorie B, die ihr als Ausgleich für ihre Beteiligungen am Kapital der ehemaligen Betriebsgesellschaften zugeteilt wurde."

**Art. 4** - Artikel 1*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012, wird wie folgt abgeändert:

a) es werden die Ziffern 1/1 und 1/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°/1. VBW: der Verkehrsbetreiber der Wallonie;

1°/2. europäische Verordnung Nr. 1073/2009: die Verordnung (EG) Nr. 1073/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über gemeinsame Regeln für den Zugang zum grenzüberschreitenden Personenkraftverkehrsmarkt und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006;"

b) Nummer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3° Sonderformen des Linienverkehrs: Dienste im Linienverkehr unabhängig davon, wer Veranstalter der Fahrten ist, zur Beförderung bestimmter Gruppen von Fahrgästen unter Ausschluss anderer Fahrgäste;"

c) wird um die Ziffern 8 bis 14 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"8° Mobilitätsgebiet: ein bestimmtes geografisches Gebiet, das das Gebiet mehrerer Gemeinden umfasst, und sich aus dem Vorhandensein eines oder mehrerer Anziehungspunkte ergibt, zu denen die Einwohner des Gebiets täglich fahren, unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Fahrten innerhalb des Mobilitätsgebiets bedeutender sind als die Fahrten nach oder von außerhalb dieses Gebiets;

9° hierarchisch aufgebautes Netz: ein gesamtes Angebot an öffentlichen Verkehrslinien, das sich auf die Raumgliederung des Mobilitätsgebiets stützt und als Netz mit strukturgebenden, Neben- und Verbindungslinien für die Spitzenzeiten aufgebaut ist;

10° strukturgebende Linie: eine Linie mit kurztaktigen Verbindungen, die sich auf das Hauptstraßennetz stützt;

11° Nebenlinie: eine vertaktete Zubringerlinie hin zu den strukturgebenden Linien;

12° Verbindungslinie für die Spitzenzeiten: eine nicht vertaktete Linie, dank welcher der Zugang zur Mobilität während den Schulspitzenzeiten verbessert wird;

13° Kernlinie: eine aufgrund eines variierenden Personalbestands betriebene Linie;

14° Verkehrsbehörde: die von der Regierung bestimmte Behörde.";

d) er wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der VBW gilt als interner Betreiber im Sinne der europäischen Verordnung Nr. 1370/2007.



In Bezug auf Ziffer 8 werden die Mobilitätsgebiete, die sich auf mindestens fünf belaufen, von der Regierung bestimmt, auf der Grundlage einer statistischen Auswertung der täglichen Organisation des Personenverkehrs, des regionalen Mobilitätsschemas und der innerhalb der Gruppe TEC bestehenden Infrastrukturen“.

**Art. 5** - Artikel 2 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 1997, werden die Wörter "und zu koordinieren" durch die Wörter "einzurichten und zu betreiben" ersetzt.

2° er wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - Der VBW hat zum Zweck, die öffentlichen Personenverkehrsdienste zu erforschen, zu fördern, einzurichten und zu betreiben.

Die Aufgaben des VBW sind:

1° der Regierung Folgendes vorschlagen:

a) die auf den öffentlichen Personenverkehr anwendbaren Tarifstrukturen;

b) den ausführlichen Verkehrsplan, insbesondere einschließlich der Linien, Strecken, Fahrpläne und Haltestellen, und die auf der Grundlage des von der Verkehrsbehörde bestimmten Angebots entwickelte Marketingstrategie, nach welcher die Zugänglichkeitsstrategie und die Ziele, die von der Verkehrsbehörde definiert werden, umgesetzt werden können;

2° im Namen der Regierung die auf den öffentlichen Personenverkehr anwendbare Geschäftspolitik bestimmen;

3° die Information der Kundschaft, einschließlich der potentiellen Kundschaft, gewährleisten;

4° die Anlagen, den Fahrzeugpark, die Ausrüstungen, Gerätschaften und im Allgemeinen alle Mittel zur Durchführung seiner Aufgaben anschaffen;

5° das Personal anwerben und das Personalmanagement gewährleisten;

6° alle zur Erfüllung seiner Aufgabe erforderlichen beweglichen und unbeweglichen Güter anschaffen, veräußern oder (ver)mieten;

7° Immobiliengüter, die ganz oder teilweise mit Zuschüssen der Wallonischen Region angeschafft wurden, mit der vorherigen Zustimmung der Regierung verkaufen oder abtreten;

8° Projekte in Bezug auf Sonderformen des Linienverkehrs untersuchen;

9° die Förderung seiner Dienste gewährleisten;

10° das von der Regierung im Bereich der öffentlichen Verkehrsinfrastrukturen beschlossene Investitionsprogramm umsetzen, für welches der VBW nach von der Regierung bestimmten Modalitäten Zuschüsse bekommt, wobei die so bezuschussten Güter im Falle einer Auflösung des VBW von Rechts wegen und ohne Anspruch auf Schadenersatz der Wallonischen Region übertragen werden;

11° was ihn anbetrifft, Beziehungen mit der NGBE und allen sonstigen nationalen oder internationalen öffentlichen Verkehrsorganen pflegen, insbesondere zwecks der Umsetzung der von der Verkehrsbehörde festgelegten Ziele in Sachen Intermodalität;

12° jede ihm von der Regierung anvertraute Aufgabe öffentlichen Interesses ausführen."

**Art. 6** - In Artikel 3 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung das Wort "constituée" durch das Wort "constitué" ersetzt.

**Art. 7** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 1 mit der Überschrift "Der Verwaltungsrat" eingefügt.

**Art. 8** - In dem durch Artikel 7 eingefügten Abschnitt II wird Artikel 5, abgeändert durch die Dekrete vom 26. November 1992 und 1. März 2012, durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 5 - § 1. Der VBW wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet. Die tägliche Geschäftsführung wird einem Generalverwalter und einem beigeordneten Generalverwalter anvertraut, die von der Regierung ernannt werden.

§ 2. Der Verwaltungsrat besteht aus:

1° höchstens vier Mitgliedern, deren Wohnsitz sich in einer Gemeinde der Provinz Lüttich befindet;

2° höchstens zwei Mitgliedern, deren Wohnsitz sich in einer Gemeinde der Provinz Luxemburg befindet;

3° höchstens zwei Mitgliedern, deren Wohnsitz sich in einer Gemeinde der Provinz Namur befindet;

4° höchstens fünf Mitgliedern, deren Wohnsitz sich in einer Gemeinde der Provinz Hennegau befindet;

5° höchstens zwei Mitgliedern, deren Wohnsitz sich in einer Gemeinde der Provinz Wallonisch-Brabant befindet.

Die Regierung ernennt die Mitglieder des Verwaltungsrats auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört.

Wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei:

1° der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter des VBW.

2° ein ständiger Vertreter für jede der drei repräsentativsten Gewerkschaftsorganisationen.

Auf Vorschlag der repräsentativsten Gewerkschaftsorganisationen ernennt die Regierung die in Absatz 3 Ziffer 2 genannten Vertreter.

§ 3. Der Verwaltungsrat vertritt den VBW gegenüber Dritten und vor Gericht, entweder als Kläger oder als Beklagter.

§ 4. In den Satzungen des VBW werden die Angelegenheiten in Bezug auf die Befugnisse, die Bezüge und die Dauer des Amtes des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden, der Verwaltungsratsmitglieder, des Generalverwalters und des beigeordneten Generalverwalters geregelt, dies unter Einhaltung der Rechtsvorschriften in Bezug auf den Status des öffentlichen Verwalters.

**Art. 9** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 2 mit der Überschrift "Der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter" eingefügt.

**Art. 10** - Artikel 5bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012, wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 5. Die Ausübung weiterer öffentlicher Mandate durch den Generalverwalter und den beigeordneten Generalverwalter muss die allgemeinen Bestimmungen beachten, die für die öffentlichen Verwalter gelten."

**Art. 11** - Artikel 5ter desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° In Paragraph 1 Absatz 3 werden die Wörter "Die Bewertungen beziehen sich auf" durch folgende Wörter ersetzt: "Bei den Bewertungen handelt es sich um individuelle Bewertungen; sie beziehen sich auf";

2° in Paragraf 1 Absatz 3 werden die Wörter "der Gruppe TEC oder der SRWT" durch "dem VBW" ersetzt.

1° in Paragraf 2 wird der einleitende Satz durch folgenden Satz ersetzt:

"Das formale Bewertungsverfahren umfasst insbesondere die folgenden Bewertungsgrundsätze: ;

4° in Paragraf 3 Ziffer 2 werden die Wörter "der Gruppe TEC" durch "des VBW" ersetzt.

5° in Paragraf 3 werden die Wörter "Exekutive" durch "Regierung" ersetzt.

**Art. 12** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 3 mit der Überschrift "Der Direktionsausschuss" eingefügt.

**Art. 13** - In den durch Artikel 12 eingefügten Unterabschnitt 3 wird ein Artikel 5<sup>quater</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5<sup>quater</sup> - § 1. Es wird ein Direktionsausschuss eingerichtet. Die Regierung legt die Zusammensetzung des Ausschusses fest. Er setzt sich insbesondere aus dem Generalverwalter und dem beigeordneten Generalverwalter gemäß Artikel 5<sup>bis</sup> § 1 zusammen.

Unbeschadet von Artikel 5<sup>bis</sup> des vorliegenden Dekrets erfolgt die Ernennung von weiteren Mitgliedern des Direktionsausschusses am Abschluss des in Artikel 5<sup>bis</sup> Paragrafen 2, 3 und 4 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Anwerbungsverfahrens.

Unbeschadet von Artikel 5<sup>bis</sup> unterliegen die weiteren Mitglieder des Direktionsausschusses regelmäßigen Bewertungen gemäß Artikel 5<sup>ter</sup> des vorliegenden Dekrets.

§ 2. Der Direktionsausschuss wird alle 5 Jahre erneuert. Wenn ein Mitglied des Direktionsausschusses das Pensionsalter erreicht hat oder nicht mehr imstande ist, sein Amt auszuüben, sorgt der Verwaltungsrat dafür, dass das offene Amt besetzt wird.

§ 3. Der Direktionsausschuss unterstützt den Generalverwalter und den beigeordneten Generalverwalter bei der täglichen Geschäftsführung des VBW.

§ 4. Der Direktionsausschuss kann Fachausschüsse gründen, deren Rollen und Verantwortlichkeiten in der Geschäftsordnung des VBW bestimmt werden.

§ 5. Die Angelegenheiten betreffend die Bezüge der Mitglieder des Direktionsausschusses werden in den Satzungen des VBW geregelt."

**Art. 14** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 4 mit der Überschrift "Die Direktoren" eingefügt.

**Art. 15** - In den durch Artikel 14 eingefügten Unterabschnitt 4 wird ein Artikel 5<sup>quinquies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Artikel 5<sup>quinquies</sup> - § 1. Die Direktoren werden nach einem Anwerbungsverfahren ernannt, das auf einem Bewerberaufruf, einer Beschreibung des Funktionsprofils und der Bildung einer Jury beruht, die von dem Verwaltungsrat genehmigt werden. Dieses Verfahren wird in den Satzungen des VBW näher beschrieben.

§ 2. Das Anwerbungsverfahren enthält:

1° eine vom Verwaltungsrat beschlossene Funktionsbeschreibung;

2° einen externen und internen öffentlichen Bewerberaufruf für die Direktoren;

3° Auswahlprüfungen, die zum Ziel haben, die Fähigkeiten der Bewerber im Bereich der Organisation und ihre Persönlichkeit zu prüfen;

4° eine Auswahl der drei besten Bewerber, die zur Ausübung der Funktion als fähig erachtet werden;

5° einen schriftlichen und begründeten Bericht, in dem insbesondere für jeden in Betracht gezogenen Bewerber dessen Stärken und Schwächen angegeben werden;

6° eine begründete Benennung durch den Verwaltungsrat.

Die in Paragraf 4 genannte Jury wählt die drei besten Bewerber aus, die zur Ausübung der Funktion als fähig erachtet werden, und erstellt den in Ziffer 5 genannten Bericht.

§ 3. Der in Paragraf 2 Ziffer 2 genannte öffentliche Bewerberaufruf wird auf Vorschlag des Generalverwalters vom Verwaltungsrat ausgeschrieben, insbesondere durch Veröffentlichung in den Tageszeitungen der Schriftpresse und durch Internet gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten.

In dem in Absatz 1 genannten Ausruf wird für jede für vakant erklärte Stelle Folgendes angegeben:

1° die Frist, innerhalb deren die Bewerbungen beim Generalverwalter eingereicht werden müssen;

2° die Funktionsbeschreibung;

3° die für die Stelle erforderlichen Diplome und Erfahrungen;

4° die gesamten Kriterien, auf deren Grundlage die Bewerber bewertet werden;

5° die Unterlagen, die die Bewerbungsakte unter Gefahr der Nichtigkeit enthält.

§ 4. Die Auswahljury setzt sich wie folgt zusammen:

1° eine Person aus dem akademischen Bereich;

2° zwei Personen aus dem gewerblichen Privatsektor oder einem anderen öffentlichen Transportunternehmen als dem VBW, wie z.B. Spitzenmanager;

3° vier Mitglieder des Verwaltungsrates des VBW, worunter der Vorsitzende des Verwaltungsrates, der Generalverwalter und der beigeordnete Generalverwalter;

4° ein Vertreter des für das Transportwesen zuständigen Ministers, mit beratender Stimme.

Die unter Ziffer 1 genannte Person übernimmt den Vorsitz der Jury.

§ 5. Die Angelegenheiten in Bezug auf die Befugnisse, die Bezüge und die Amtsdauer eines Direktors werden in den Satzungen des VBW geregelt."

**Art. 16** - In den durch Artikel 14 eingefügten Unterabschnitt 4 wird ein Artikel 5<sup>sexies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5<sup>sexies</sup> - § 1. Die Direktoren unterliegen regelmäßigen Bewertungen, die vom Verwaltungsrat organisiert werden.

In den Satzungen des VBW werden die Bewertungsverfahren, ihre Durchführungsbestimmungen sowie die Maßnahmen, die im Falle einer ungünstigen Bewertung getroffen werden können, bestimmt.

§ 2. Das Bewertungsverfahren umfasst insbesondere die folgenden Bewertungsgrundsätze:

1° der Verwaltungsrat richtet unter seinen Mitgliedern einen Bewertungsausschuss ein;

2° in den Satzungen des VBW werden die Angelegenheiten in Bezug auf die Funktionsweise des Bewertungsausschusses geregelt;

3° im Rahmen dieser Bewertungen kann sich der in Ziffer 1 genannte Ausschuss mit Persönlichkeiten außerhalb des VBW umgeben;

4° diese Bewertungen:

- a) werden auf regelmäßiger Basis vorgenommen;
- b) beziehen sich insbesondere auf die Funktionsbeschreibung der bewerteten Person und zielen auf Kohärenz mit den Anwerbsverfahren ab;
- c) werden in einem Bericht verzeichnet, der dem Verwaltungsrat übermittelt wird, der die treffenden Schlussfolgerungen zieht.

Der Verwaltungsrat legt die Häufigkeit dieser Bewertungen fest, und bezieht sich in dieser Sache auf die einschlägigen Standards.

**Art. 17** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 5 mit der Überschrift "Die Beratungsorgane" eingefügt.

**Art. 18** - In den durch Artikel 17 eingefügten Unterabschnitt 5 wird ein Artikel 5*septies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5*septies* - Es wird für jedes Mobilitätsgebiet ein Beratungsorgan gegründet, das mit der Abgabe, aus eigener Initiative oder auf Antrag der Verkehrsbehörde, von Empfehlungen betreffend die lokalen Durchführungsbestimmungen zur Umsetzung der strategischen Orientierungen beauftragt wird, die vorab von der Verkehrsbehörde unter Zugrundelegung der Rahmenbedingungen des Angebots, der Bedürfnisse und der verfügbaren Geldmittel, und in Bezug auf jegliche anderen Verkehrsträger festgelegt wurden.

Das Beratungsorgan eines jeden Mobilitätsgebiets versammelt sich zweimal im Jahre auf Initiative der Verkehrsbehörde. Diese Versammlungen geben keinen Anlass zu irgendeiner Entlohnung oder Naturalvergütung, was deren Bezeichnung auch sein mag.

Jedes Beratungsorgan eines Mobilitätsgebiets setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° ein Mitglied des Gemeindegremiums jeder Gemeinde, die sich innerhalb dieses Gebiets befindet, und eine Aktie der Kategorie B besitzt;
- 2° ein Vertreter der mit der Straßeninfrastruktur beauftragten Generaldirektion;
- 3° ein Vertreter der Verkehrsbehörde, die das Sekretariat übernimmt;
- 4° ein Vertreter, der ein Personalmitglied des VBW ist;
- 5° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört.

An den in Absatz 2 genannten Versammlungen nehmen ebenfalls die Mitglieder des Verwaltungsrates des VBW, die innerhalb des genannten Gebiets ihren Wohnsitz haben, und drei von der Regierung benannte Vertreter der Benutzer als eingeladene Gäste teil."

**Art. 19** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 6 mit der Überschrift "Der Change Manager" eingefügt.

**Art. 20** - In den durch Artikel 19 eingefügten Unterabschnitt 6 wird ein Artikel 5*octies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5*octies* - § 1. Der Verwaltungsrat ist befugt, auf Vorschlag des Generalverwalters und nach Stellungnahme der Regierung einen Change Manager zu ernennen.

§ 2. Der Change Manager wird für ein nicht erneuerbares Mandat von vier Jahren ernannt.

§ 3. Der Change Manager:

- 1° wohnt den Sitzungen des Direktionsausschusses mit beratender Stimme bei;
- 2° koordiniert die Projekte zur Umwandlung der Organisationsstruktur des VBW;
- 3° legt dem Generalverwalter Berichte und Vorschläge sowie einen Jahresbericht über den Entwicklungsstand seines Auftrags vor;
- 4° führt jede ihm vom Generalverwalter bzw. vom Direktionsausschuss auf Vorschlag des Generalverwalters anvertraute Aufgabe aus.

§ 4. Der Change Manager kann aus den folgenden Gründen ohne Entschädigung abgesetzt werden:

- 1° Vertrauensbruch oder Unstimmigkeit;
- 2° Unredlichkeit.

§ 5. In den Satzungen des VBW werden die Regeln bezüglich der Entlohnung des Amtes eines Change Manager festgelegt."

**Art. 21** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 7 mit der Überschrift "Der Auditausschuss" eingefügt.

**Art. 22** - In den durch Artikel 21 eingefügten Unterabschnitt 7 wird ein Artikel 5*nonies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5*nonies* - § 1. Der Verwaltungsrat richtet einen Auditausschuss ein, der unbeschadet der bestehenden, vom Kollegium der Kommissare und vom Rechnungshof ausgeübten externen Kontrolle mit der Überwachung der betriebsinternen Rechnungsprüfung und des Verfahrens zur Erarbeitung des finanziellen Informationsmaterials beauftragt wird.

§ 2. Dieser Ausschuss setzt sich mindestens aus folgenden Personen zusammen:

- 1° einem unabhängigen Sachverständigen;
- 2° dem Auditdirektor;
- 3° einem Verwalter des VBW.

§ 3. Die Mitglieder des Auditausschusses werden unbeschadet der anderen Ämter, die sie innerhalb des VBW ausüben, für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren ernannt.

Wenn eines der Mitglieder des Auditausschusses das Pensionsalter erreicht hat oder nicht mehr imstande ist, sein Amt auszuüben, sorgt der Verwaltungsrat dafür, die frei gewordene Stelle zu besetzen.

§ 4. Der Auditausschuss tritt mindestens vier Mal im Jahr zusammen und erstattet dem Verwaltungsrat Bericht.

§ 5. In den Satzungen des VBW werden die Regeln bezüglich der Befugnisse und der Entlohnung der Mitglieder des Auditausschusses festgelegt."

**Art. 23** - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Unterabschnitt 8 mit der Überschrift "Verschiedene Bestimmungen" eingefügt, der die Artikeln 6 bis 9*bis* umfasst.

**Art. 24** - In Artikel 8 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Wörter "76 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften" werden durch die Wörter "544 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" ersetzt;

2° Er wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 8 - Artikel 544 des Gesetzbuches über die Gesellschaften findet keine Anwendung auf Kapitalaktien der Kategorien A und B des VBW."

**Art. 25** - Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Dezember 1997 und 1. März 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "Der VBW kann" durch die Wörter "Mit Zustimmung der Regierung kann der VBW" ersetzt;

2° Absatz 2 wird aufgehoben;

3° Im bisherigen Absatz 3, der zum Absatz 2 wird, werden die Wörter "In Abweichung von Artikel 104bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften" durch die Wörter "Mit Zustimmung der Regierung und in Abweichung von Artikel 646 des Gesetzbuches über die Gesellschaften" ersetzt;

4° Im bisherigen Absatz 3, der zum Absatz 2 wird, wird in der französischen Fassung das Wort "seule" durch das Wort "seul" ersetzt;

5° Im bisherigen Absatz 4, der zum Absatz 3 wird, wird das Wort "Sie" durch das Wort "Er" ersetzt;

6° Im bisherigen Absatz 4, der zum Absatz 3 wird, wird in der französischen Fassung das Wort "réputée" durch das Wort "réputé" ersetzt.

**Art. 26** - In Kapitel I desselben Dekrets wird ein Abschnitt 2/1 mit folgender Überschrift eingefügt:

"Die Verkehrsbehörde"

**Art. 27** - In den durch Artikel 26 eingefügten Abschnitt 2/1 wird ein Artikel 9ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 9ter - Die Verkehrsbehörde:

1° setzt die Vision der Regierung in territoriale Zugänglichkeitsmaßnahmen und operative Zielsetzungen um und identifiziert dementsprechend genau die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;

2° schlägt der Regierung im Einklang mit der verfolgten Wirtschafts-, Sozial-, Nachhaltigkeits- und Raumordnungspolitik die Zielsetzungen in Sachen Verkehrsträgeranteile, CO<sub>2</sub>-Emissionen und maximale Durchschnittswerte für Schadstoffemissionen per Fahrgast, Qualitätsniveaus der Dienstleistung und Anteil der Vergabe von Aufträgen an Subunternehmen vor;

3° sorgt für die Konzertierung mit den lokalen, regionalen und föderalen Beteiligten im Hinblick auf die Umsetzung der Zugänglichkeitsmaßnahmen;

4° sorgt für die Kontrolle der Erreichung der Zielsetzungen des öffentlichen Dienstleistungsvertrags durch einen konstruktiven und regelmäßigen Dialog mit dem Betreiber;

5° übermittelt der Regierung eine Stellungnahme über die Anträge auf Finanzierung von zusätzlichen Angeboten und Infrastrukturen."

**Art. 28** - In Artikel 10 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird das Wort "Geschäftsführungsvertrag" durch die Wörter "öffentlichen Dienstleistungsvertrag" ersetzt.

**Art. 29** - Artikel 11 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 11 - Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresabrechnung und der Ordnungsgemäßheit der in der Jahresabrechnung festzustellenden Operationen hinsichtlich der Regelungen und der Satzungen wird einem Kollegium von drei Rechnungsprüfern anvertraut, die von der Regierung aus den Reihen der Mitglieder des Instituts der Unternehmensprüfer ausgewählt werden.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Die Kontrolle durch das Kollegium der Rechnungsprüfer besteht in der Prüfung der Rechnungen, spätestens am 31. Mai des Jahres nach dem betroffenen Rechnungsjahr.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden den Satzungsorganen des VBW und der Regierung übermittelt.

Die Rechnungsprüfer werden für eine Dauer von drei Jahren ernannt, die sich nur ein einziges Mal im direkten Anschluss daran erneuern lässt. Sie können im Laufe des Mandats nur aus triftigen Gründen abgesetzt werden.

Im Übrigen üben die Rechnungsprüfer ihr Mandat gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften aus.

Der VBW unterliegt aufgrund von Artikel 50 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen der Kontrolle des Rechnungshofs."

**Art. 30** - Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der VBW erstellt und genehmigt seinen Haushaltsplan durch Vermittlung seiner Organe und legt ihn dem Minister vor, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, welcher ihn dem Minister für Haushalt weiterleitet."

2° Der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Zum Zwecke der Anwendung vorliegender Bestimmung wird der VBW nach Maßgabe von Artikel 3 § 1 Ziffer 4 Buchstabe c) des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten als eine öffentliche Verwaltungseinheit des Typs 3 betrachtet."

**Art. 31** - In Artikel 13 desselben Dekrets werden in Ziffer 3 die Wörter "die sie" durch die Wörter "die er" ersetzt.

**Art. 32** - In Artikel 14 Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird das Wort "sie" durch das Wort "er" ersetzt.

**Art. 33** - Artikel 16 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 16 - Der VBW legt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, periodische Lageberichte vor. Er teilt ihm alle sonstigen Auskünfte mit, die er verlangt.

Der VBW legt der Regierung einen Jahresbericht über seine Tätigkeiten vor.

Die Regierung übermittelt diesen Bericht dem Wallonischen Parlament."

**Art. 34** - Aufgehoben werden in demselben Dekret:

1° Artikel 18, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010;

2° Artikel 18bis, eingefügt durch das Dekret vom 26. November 1992 und abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juli 2010 und 1. März 2012;



3° die Artikel 19 bis 20.

**Art. 35** - Artikel 21 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird wie folgt abgeändert:

1° Er wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 21 - § 1. Die Betriebsgesellschaften werden von einem Verwaltungsrat verwaltet, der höchstens fünfzehn Mitglieder umfasst.

Die tägliche Geschäftsführung wird einem Generaldirektor anvertraut, der von der Regierung ernannt wird.

Diese Verwaltungsratsmitglieder werden von der Regierung auf Vorschlag des VBW benannt.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates wird von der Regierung benannt.

Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

§ 2. Den Versammlungen der Verwaltungsräte der Betriebsgesellschaften wohnen mit beratender Stimme bei:

1° der Generalverwalter des VBW bzw. der beigeordnete Generaldirektor;

2° der Generaldirektor der betroffenen Betriebsgesellschaft;

3° ein ständiger Vertreter jeder einzelnen der Gewerkschaftsorganisationen, die im Verwaltungsrat des VBW vertreten sind.";

2°. Er wird aufgehoben.

**Art. 36** - In demselben Dekret werden folgende Artikel aufgehoben:

1° Artikel 21*bis* und 21*ter*, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012;

2° Artikel 22, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010 und ersetzt durch das Dekret vom 1. März 2012;

3° Artikel 23, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010;

4° Artikel 24, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juli 2010 und 1. März 2012;

5° Artikel 25;

6° Artikel 26 bis 28, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010.

**Art. 37** - Artikel 29 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Die Wörter "die Betriebsgesellschaften" werden durch "den VBW und die Gruppe TEC" ersetzt;

2° Das Wort "assujetties" wird in der französischen Fassung durch das Wort "assujettis" ersetzt.

**Art. 38** - Artikel 30 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 39** - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel III durch Folgendes ersetzt:

"Öffentliche Dienstleistungsverträge des VBW".

**Art. 40** - Art. 31*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012, wird aufgehoben.

**Art. 41** - Artikel 31*ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012 und abgeändert durch das Dekret vom 1. März 2012, wird aufgehoben.

**Art. 42** - Artikel 33 § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 1. März 2012, 4. Juni 2015 und 26. Oktober 2017, wird um die Ziffern 11 und 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"11° die Modalitäten, je nach Mobilitätsgebiet, zur Organisation der Kernlinien auf der Grundlage des zur Verfügung stehenden Personalbestands im Falle einer Unterbrechung der Dienstleistung;

12° die Modalitäten zur Bekämpfung jeglicher Form von Belästigung oder Gewalt aufgrund des Geschlechts".

**Art. 43** - In Artikel 33*ter* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"In dem öffentlichen Dienstleistungsvertrag wird bestimmt, in welchem Maße und für welche Dienste die Vergabe von Aufträgen an Subunternehmer in Betracht gezogen werden kann. Der Wettbewerbsaufruf nach Beratung mit dem betroffenen Berufssektor, die Überwachung und die Kontrolle der den Subunternehmern anvertrauten Dienstleistungen werden vom VBW gewährleistet und von der Regierung genehmigt, unter Einhaltung der geltenden Vorschriften für öffentliche Aufträge."

**Art. 44** - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel IV*bis* durch Folgendes ersetzt:

"Feststellung der Verstöße und administrative Geldbußen".

**Art. 45** - Artikel 36*ter* desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2007, wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "der Betriebsgesellschaften" gestrichen;

2° In Absatz 2 werden die Wörter "der Betriebsgesellschaften" gestrichen.

**Art. 46** - In Artikel 36*quater* § 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2007, werden die Wörter "der Betriebsgesellschaften" gestrichen.

**Art. 47** - In Artikel 36*quinquies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 1. März 2012, werden die Wörter "Nr. 1370/2007" nach den Wörtern "europäischen Verordnung" eingefügt.

**Art. 48** - In demselben Dekret wird die Überschrift von Kapitel IV*quater* durch Folgendes ersetzt:

"Gesetzliche gemeinnützige Dienstbarkeiten bezüglich der Durchführung und des Betriebs eines Straßenbahnnetzes auf dem Gebiet der Wallonischen Region."

**Art. 49** - Artikel 36*sexies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° In § 1 Absatz 1 werden die Wörter "im Ballungsgebiet von Lüttich" durch die Wörter "auf dem Gebiet der Wallonischen Region" ersetzt;

2° In § 1 Absatz 2 wird in der französischen Fassung das Wort "autorisée" durch das Wort "autorisé" ersetzt;

3° In § 2 Ziffer 2 wird das Wort "ihr" durch das Wort "ihm" ersetzt;

4° In § 5 Absatz 1 werden die Wörter "ihre" und "sie" durch die Wörter "seine" und "er" ersetzt.

**Art. 50** - Artikel 36*septies* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° In § 1 Absatz 1 werden die Wörter "ihr" und "im Ballungsgebiet von Lüttich" durch die Wörter "ihm" und "auf dem Gebiet der Wallonischen Region" ersetzt;

2° In § 5 Absatz 1 wird das Wort "sie" durch das Wort "er" ersetzt.



**Art. 51** - Artikel 37 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 52** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 41 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 41 - In Erwartung der Bestimmung durch die Regierung der in Artikel 1bis Ziffer 8 erwähnten Mobilitätsgebiete entsprechen diese den Zuständigkeitsgebieten der fünf Betriebsgesellschaften, nämlich: TEC Wallonisch-Brabant, TEC Charleroi, TEC Hennegau, TEC Lüttich-Verviers und TEC Namur-Luxemburg."

**Art. 53** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 42 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 42 - Der VBW tritt in die gesamten Rechte und Pflichten der Gruppe TEC ein."

**Art. 54** - Der VBW passt seine Satzungen spätestens am 30. Juni 2018 an.

**Art. 55** - Die Artikel 3, 5 Ziffer 2, 14, 15, 16, 17, 18, 24 Ziffer 2, 33, 34 Ziffer 2, 35 Ziffer 2, 37 und 53 treten am 1. Januar 2019 in Kraft.

Die § 3 bis 5 von Artikel 5quater desselben Dekrets, eingefügt durch Artikel 13, treten am 1. Januar 2019 in Kraft. Abweichend von Absatz 1 und 2 kann die Regierung für das Inkrafttreten ein früheres Datum festlegen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. März 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,  
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments, (2017-2018) Nr. 1 bis 10.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. März 2018

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201815]

**29 MAART 2018.** — Decreet tot bestuurshervorming binnen de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) en tot wijziging van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen als volgt :

""De l'Opérateur de Transport de Wallonie" (Waalse Vervoersoperator)".

**Art. 2.** In hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de Regionale Maatschappij" en de woorden "Gewestelijke Maatschappij" worden respectievelijk vervangen door het woord "OTW" in de artikelen 1, 2, 3, 4, 5bis, 5ter, 6, 7, 8, 9, 9bis, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 18bis, 19, 21bis, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 31, 31ter, 35, 36sexies, 36septies en 37;

2° de woorden "de SRWT" worden vervangen door het woord "OTW" in de artikelen 21bis en 21ter.

**Art. 3.** In artikel 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Er wordt een Waalse Vervoersoperator, hierna "OTW" genoemd, opgericht, waarvan de maatschappelijke zetel te Namen is gevestigd.";

2° het artikel wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

" § 2. Het maatschappelijk kapitaal van "OTW" wordt vertegenwoordigd door aandelen van categorie A en B.

De aandelen van categorie A kennen alle rechten toe, met uitzondering van de exclusieve rechten toegekend aan de houders van de aandelen van categorie B.

De aandelen van categorie B worden alleen door de gemeenten gehouden en kennen bedoelde gemeenten uitsluitend het recht toe om hun vertegenwoordiger te benoemen in het in artikel 1bis, 8°, bedoelde adviesorgaan van de mobiliteitsgebieden. Elke Waalse gemeente bezit een aandeel van categorie B die haar is toegekend in ruil voor haar participaties in het kapitaal van de voormalige exploitatiemaatschappijen".

**Art. 4.** In artikel 1*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de punten 1<sup>o</sup>/1 en 1<sup>o</sup>/2 worden ingevoegd, luidend als volgt :

1<sup>o</sup>/1. "OTW" : de Waalse Vervoersoperator;

1<sup>o</sup>/2. Europese Verordening nr. 1073/2009 : Verordening nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 561/2006;"

b) punt 3<sup>o</sup>) wordt vervangen als volgt :

3<sup>o</sup> "gespecialiseerde geregelde diensten" : de geregelde diensten die, ongeacht de vervoersorganisator, voor het vervoer van bepaalde categorieën reizigers zorgen met uitsluiting van andere reizigers;"

c) hetzelfde artikel wordt aangevuld met de punten 8<sup>o</sup> tot 14<sup>o</sup>, luidend als volgt :

8<sup>o</sup> een mobiliteitsgebied : een geografische kieskring die meerdere gemeentelijke gebieden omvat, als gevolg van het bestaan van één of meerdere aantrekkingspolen waarnaar de inwoners van het gebied zich dagelijks verplaatsen met dien verstande dat de interne verplaatsingen binnen het mobiliteitsgebied belangrijker zijn dan de verplaatsingen naar of vanuit een plaats buiten van dit gebied;

9<sup>o</sup> een gehiërarchiseerd netwerk: een geheel van geregelde openbare vervoerlijnen steunend op de territoriale structuur van het mobiliteitsgebied en georganiseerd in een vermazing van structurerende lijnen, secundaire lijnen en verbindingslijnen tijdens de piekuren;

10<sup>o</sup> een structurerende lijn : een gecadanceerde lijn met een hoog frequentieniveau verbonden met het voornaamste wegennet;

11<sup>o</sup> een secundaire lijn : een gecadanceerde toevoerlijn naar de structurerende lijnen;

12<sup>o</sup> een verbindingslijn tijdens de piekuren : een niet-gecadanceerde lijn ter versterking tijdens de schoolpiekuren van de toegang tot de mobiliteit;

13<sup>o</sup> een essentiële lijn : een lijn geëxploiteerd wegens een variërend personeelsbestand;

14<sup>o</sup> de vervoersinstantie: De door de Regering aangewezen instantie.";

d) in hetzelfde artikel worden twee leden toegevoegd, luidend als volgt :

"OTW" wordt beschouwd als een interne exploitant in de zin van de Europese verordening nr. 1370/2007.

Wat punt 8<sup>o</sup> betreft, worden de mobiliteitsgebieden, die minstens vijf zijn, door de Regering aangewezen op basis van een statistische analyse van de dagelijkse organisatie van de verplaatsingen, van het gewestelijke mobiliteitsschema en van de binnen de TEC-groep bestaande infrastructuur".

**Art. 5.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1<sup>o</sup> in het eerste lid, vervangen bij het decreet van 17 december 1997, worden de woorden "en de coördinatie" vervangen door de woorden ", de vaststelling en de exploitatie";

2<sup>o</sup> het wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. "OTW" heeft als doel het onderzoek, het ontwerp, de bevordering, de vaststelling en de exploitatie van de diensten voor het openbaar personenvervoer.

"OTW" heeft als opdracht :

1<sup>o</sup> aan de Regering hetgeen volgt voor te stellen :

a) de tariefregelingen die op het openbaar personenvervoer van toepassing zijn;

b) het gedetailleerde vervoerplan bestaande uit met name de lijnen, de trajecten, de dienstregelingen en de haltes, en de marketingstrategie op grond van het aanbod bepaald door de vervoersinstantie, waarbij de toegankelijkheidsstrategie en het bereik van de door de vervoersinstantie vastgelegde doelstellingen geconcretiseerd kunnen worden;

2<sup>o</sup> het commerciële beleid dat op het openbaar personenvervoer van toepassing is, in naam van de Regering vaststellen;

3<sup>o</sup> de gebruikers, met inbegrip van de potentiële gebruikers, informeren;

4<sup>o</sup> de installaties, het rollend materiaal, de uitrustingen, het gereedschap en in het algemeen elk middel nodig voor de uitvoering van zijn opdracht aankopen;

5<sup>o</sup> het personeel aanwerven en voor het beheer ervan zorgen;

6<sup>o</sup> alle roerende en onroerende goederen nodig voor de uitvoering van zijn opdracht kopen, te vervreemden of te huren;

7<sup>o</sup> mits de voorafgaande instemming van de Regering onroerende goederen die geheel of gedeeltelijk aan de hand van vergoedingen van het Waalse Gewest verworven zijn, verkopen of afstaan;

8<sup>o</sup> de projecten van gespecialiseerde geregelde diensten onderzoeken;

9<sup>o</sup> voor de bevordering van zijn diensten zorgen;

10<sup>o</sup> het investeringsprogramma vastgelegd door de Regering inzake de openbare vervoerinfrastructuur uitvoeren, waarvoor "OTW" toelagen geniet volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, waarbij de aldus gesubsidieerde goederen van rechtswege en zonder vergoeding worden overgedragen naar het Waalse Gewest in geval van ontbinding van "OTW";

11<sup>o</sup> de betrekkingen met de NMBS of met elke andere nationale of internationale instelling voor openbaar vervoer, voor wat hem betreft, verzekeren om de door de vervoersinstantie bepaalde intermodaliteitsdoelstellingen te concretiseren;

12<sup>o</sup> elke door de Regering toevertrouwde opdracht van openbaar belang uitvoeren.".

**Art. 6.** In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt, in de Franse versie, het woord "constituée" vervangen door het woord "constitué".

**Art. 7.** In hoofdstuk I, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling met als opschrift "De Raad van bestuur" ingevoegd.

**Art. 8.** In afdeling II, ingevoegd bij artikel 7, wordt artikel 5, gewijzigd bij de decreten van 26 november 1992 en 1 maart 2012, vervangen als volgt :

"Art. 5. § 1<sup>er</sup>. "OTW" wordt bestuurd door een raad van bestuur. Het dagelijkse beheer wordt toevertrouwd aan een administrateur-generaal en aan een adjunct-administrateur-generaal die door de Regering worden benoemd.

§ 2. De raad van bestuur bestaat uit :

1<sup>o</sup> maximum vier bestuurders woonachtig in een gemeente gelegen in de provincie Luik;

2<sup>o</sup> maximum twee bestuurders woonachtig in een gemeente gelegen in de provincie Luxemburg;

3<sup>o</sup> maximum twee bestuurders woonachtig in een gemeente gelegen in de provincie Namen;

4° maximum vijf bestuurders woonachtig in een gemeente gelegen in de provincie Henegouwen;

5° maximum twee bestuurders woonachtig in een gemeente gelegen in de provincie Waals Brabant.

Op de voordracht van de Minister van Vervoer benoemt de Regering de leden van de raad van bestuur.

Wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij :

1° de administrateur-generaal van "OTW" en de adjunct-administrateur-generaal;

2° een vaste vertegenwoordiger voor elke van de drie meest representatieve vakbondsorganisaties.

Op de voordracht van de meest representatieve vakbondsorganisaties benoemt de Regering de in het derde lid, 2°, bedoelde vertegenwoordigers.

§ 3. De raad van bestuur vertegenwoordigt "OTW" ten opzichte van derden en in rechte, als eiser en als verweerder.

§ 4. De statuten van "OTW" regelen wat betrekking heeft op de bevoegdheden, de bezoldigingen en de duur van de functies van de voorzitter, de vice-voorzitter, de bestuurders, de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal, en dit, met inachtneming van de wetgeving betreffende het statuut van openbare bestuurder.

**Art. 9.** In hoofdstuk I, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 2 met als opschrift "De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal" ingevoegd.

**Art. 10.** In artikel 5bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2012, wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 5. De uitoefening van andere openbare mandaten door de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal moet overeenstemmen met de algemene bepalingen die op de openbare bestuurders van toepassing zijn."

**Art. 11.** In artikel 5ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, derde lid, worden de woorden "zijn individueel en" ingevoegd tussen de woorden "de evaluaties" en de woorden "hebben betrekking op";

2° in § 1, derde lid, worden de woorden "van de TEC-groep of van de "SRWT" vervangen door de woorden "van "OTW"";

1° in § 2 wordt de inleidende zin vervangen als volgt :

"De formele evaluatieprocedure omvat met name de volgende evaluatiebeginselen: ";

4° in § 2, 2°, worden de woorden "tot de TEC-groep" vervangen door de woorden "tot "OTW";

4° in § 3 worden de woorden "van de Executieve" vervangen door de woorden "van de Regering".

**Art. 12.** In hoofdstuk I, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 3 met als opschrift "Het directiecomité" ingevoegd.

**Art. 13.** In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 5quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 5quater. § 1. Er wordt een directiecomité opgericht. De Regering bepaalt de samenstelling van het comité, dat met name uit de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal bedoeld in artikel 5bis, § 1, bestaat.

Onverminderd artikel 5bis van dit decreet vindt de benoeming van andere leden van het directiecomité plaats na afloop van de wervingsprocedure zoals bedoeld in de §§ 2, 3 en 4 van artikel 5bis van dit decreet.

Onverminderd artikel 5ter worden de andere leden van het directiecomité onderworpen aan periodieke evaluaties zoals bedoeld in artikel 5ter van dit decreet.

§ 2. Het directiecomité kan om de 5 jaar hernieuwd worden. Wanneer één van de leden van het directiecomité pensioengerechtigd is of niet meer in staat is om zijn functies uit te oefenen, voorziet de raad van bestuur in de vacante betrekking.

§ 3. Het directiecomité woont de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal in het dagelijkse beheer van "OTW" bij.

§ 4. Het directiecomité kan gespecialiseerde comités oprichten waarvan de rol en bevoegdheden in het huishoudelijk reglement van "OTW" worden bepaald.

§ 5. De statuten van "OTW" regelen wat betrekking heeft op de bezoldigingen van de leden van het directiecomité."

**Art. 14.** In hoofdstuk I, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 4 met als opschrift "De directeurs" ingevoegd.

**Art. 15.** In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 5quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 5quinquies. § 1. De directeurs worden benoemd na een wervingsprocedure gegrond op een oproep tot de kandidaten, een beschrijving van het profiel van de ambten en de instelling van een jury die door de raad van bestuur goedgekeurd worden. De statuten van "OTW" bepalen deze procedure.

§ 2. De wervingsprocedure omvat :

1° een ambtbeschrijving vastgelegd door de raad van bestuur;

2° een externe en interne openbare oproep tot de kandidaten voor de directeurs;

3° selectieproeven waarvan het doel is hun bekwaamheden inzake organisatiebeheer en hun persoonlijkheid beter te vatten;

4° een selectie van de drie beste kandidaten die geacht worden om het ambt uit te oefenen;

5° een schriftelijk en met redenen omkleed verslag voor elke weerhouden kandidaat, zijn krachten en zwakheden;

6° een met redenen omklede aanwijzing van de raad van bestuur.

De in § 4 bedoelde jury selecteert de drie beste kandidaten die geacht worden het ambt uit te oefenen en stelt het in 5° bedoelde verslag op.

§ 3. Op de voordracht van de administrateur-generaal wordt de in § 2, 2°, bedoelde oproep tot de kandidaten verricht door de Raad van Bestuur met name d.m.v. bekendmaking in de dagbladen van de dagelijkse geschreven pers en per internet volgens de door hem bepaalde modaliteiten.

De in het eerste lid bedoelde oproep omvat voor elke vacant verklaarde betrekking :

1° de termijn waarin de kandidaturen bij de administrateur-generaal ingediend moeten worden;

2° de ambtbeschrijving;

3° de voor de betrekking vereiste diploma's en ervaringen;

4° het geheel van de criteria op grond waarvan de kandidaten worden geëvalueerd;

5° de documenten die de kandidatuurakte op straffe van nietigheid moet omvatten.

§ 4. De selectiejury bestaat uit :

- 1° één persoon uit de academische wereld;
  - 2° twee personen uit de commerciële privésector of uit een andere openbare vervoermaatschappij dan "OTW", zoals hoge managers;
  - 3° vier leden van de Raad van bestuur van "OTW" onder wie de voorzitter van de Raad van bestuur, de administrateur-generaal en de adjunct- administrateur-generaal;
  - 4° een vertegenwoordiger van de Minister van Vervoer met raadgevende stem;
- De in 1° bedoelde persoon zit de jury voor.

§ 5. De statuten van "OTW" regelen wat betrekking heeft op de bevoegdheden, de bezoldigingen en de duur van de ambten van directeur."

**Art. 16.** In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel *5sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *5sexies*. § 1. De directeurs worden aan periodieke evaluaties onderworpen die door de Raad van bestuur worden georganiseerd.

De evaluatieprocedures, hun modaliteiten en de maatregelen die kunnen worden getroffen in geval van negatieve evaluatie worden in de statuten van "OTW" bepaald.

§ 2. De evaluatieprocedure omvat met name de volgende evaluatiebeginselen :

- 1° de Raad van bestuur richt uit zijn midden een evaluatiecomité op;
- 2° de statuten van "OTW" regelen wat betrekking heeft op de werking van het directiecomité;
- 3° het in 1° bedoelde comité kan zich laten omringen door personen die niets te maken hebben met "OTW" in het kader van deze evaluaties;
- 4° deze evaluaties :
  - a) zijn periodiek;
  - b) verwijzen o.a. naar de omschrijving van functie van de geëvalueerde persoon, met het oog op een samenhang met de aanwervingsprocedure;
  - c) worden opgenomen in een evaluatieverslag dat aan de Raad van bestuur wordt overgemaakt, dat er de nuttige conclusies uit trekt.

De tempo van de evaluaties wordt bepaald door de Raad van bestuur die verwijst naar de standaardnormen op dat gebied.

**Art. 17.** In hoofdstuk I, afdeling II, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 5 met als opschrift "De adviesorganen" ingevoegd.

**Art. 18.** In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 17, wordt een artikel *5septies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *5septies*. Voor elk mobiliteitsgebied wordt een adviesorgaan opgericht dat ermee belast wordt op eigen initiatief of op verzoek van de vervoersinstantie aanbevelingen te geven over de plaatselijke modaliteiten inzake de invulling van de strategische oriëntaties die vooraf zijn bepaald door de vervoersinstantie, rekening houdende met de context van het aanbod, de behoeften en de begroting en betreffende alle andere vervoerwijzen.

Elk adviesorgaan van een mobiliteitsgebied vergadert twee keer per jaar op initiatief van de vervoersinstantie. Deze vergaderingen geven geen aanleiding tot een vergoeding of een voordeel in natura, onder welke benaming ook.

Elk adviesorgaan van een mobiliteitsgebied bestaat uit :

- 1° een lid van het gemeentecollege van elke gemeente gelegen in de omtrek van het gebied, dat houder is van een aandeel van categorie B;
- 2° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal belast met de Verkeersinfrastructuren;
- 3° een vertegenwoordiger van de vervoersinstantie, belast met het secretariaat;
- 4° een vertegenwoordiger, lid van het personeel, van "OTW";
- 5° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het Vervoer.

De leden van de raad van bestuur van "OTW", woonachtig in de omtrek van bedoeld gebied, en drie vertegenwoordiger van de gebruikers, die door de Regering worden aangewezen, wonen de in het tweede lid bedoelde vergaderingen als gasten bij."

**Art. 19.** In hoofdstuk I, afdeling II, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 6 met als opschrift "De change manager" ingevoegd.

**Art. 20.** In onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel *5octies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *5octies*. § 1. De raad van bestuur wordt gemachtigd om op de voordracht van de administrateur-generaal en op advies van de Regering een change manager te benoemen.

§ 2. De change manager wordt voor een niet-verlengbaar mandaat van vier jaar benoemd.

§ 3. De change manager :

- 1° woont het directiecomité met raadgevende stem bij;
- 2° coördineert de projecten van verandering van de organisationele structuur van het "OTW";
- 3° legt de administrateur-generaal verslagen en voorstellen alsook een jaarlijks verslag over de voortgang van zijn opdracht voor;
- 4° oefent elke opdracht uit, die toevertrouwd wordt door de administrateur-generaal of door het directiecomité op de voordracht van de administrateur-generaal.

§ 4. De change manager kan zonder vergoedingen ontslagen worden om de volgende redenen :

- 1° breuk van het vertrouwen of misverstand;
- 2° ontrouw.

§ 5. De statuten van "OTW" regelen wat betrekking heeft op de functie van change manager."

**Art. 21.** In hoofdstuk I, afdeling II, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 7 met als opschrift "Het auditcomité" ingevoegd.

**Art. 22.** In onderafdeling 7, ingevoegd bij artikel 21, wordt een artikel *5nonies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *5nonies*. § 1. De raad van bestuur richt een auditcomité op, dat belast is met de opvolging van de interne controle op de rekeningen en op het proces voor de uitwerking van de financiële informatie, onverminderd de bestaande externe controle uitgeoefend door het college van commissarissen en het Rekenhof.

§ 2. Dat comité bestaat minstens uit :

- 1° een onafhankelijke deskundige;
- 2° de directeur van de audit;
- 3° een bestuurder van "OTW".

§ 3. De leden van het auditcomité worden voor een verlengbare periode van vijf jaar benoemd, onverminderd de andere functies die ze binnen "OTW" uitoefenen.

Wanneer één van de leden van het auditcomité pensioengerechtigd is of niet meer in staat is om zijn functies uit te oefenen voorziet de raad van bestuur in de vacante betrekking.

§ 4. Het auditcomité vergadert minstens vijf keer per jaar en maakt zijn verslag aan de raad van bestuur over.

§ 5. De statuten van "OTW" regelen wat betrekking heeft op de bevoegdheden en bezoldigingen van de leden van het auditcomité."

**Art. 23.** In hoofdstuk I, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 8 met als opschrift "Diverse bepalingen" ingevoegd.

**Art. 24.** Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "76 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" worden vervangen door de woorden "54 van het Wetboek van Vennootschappen";

2° het wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. Artikel 544 van het Wetboek van Vennootschappen is niet van toepassing op de representatieve aandelen van het kapitaal van categorieën A en B van "OTW"."

**Art. 25.** In artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 december 1997 en 1 maart 2012 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "OWT" vervangen door "Met de instemming van de Regering mag OTW";

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het voormalige derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "In afwijking van artikel 104bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" vervangen door de woorden "Met de instemming van de Regering en in afwijking van artikel 646 van het Wetboek van Vennootschappen";

4° in het voormalige derde lid, dat het tweede lid wordt, wordt, in de Franse versie, het woord "seule" vervangen door het woord "seul";

5° in het voormalige vierde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "De Regionale Maatschappij" vervangen door het woord "Hij";

6° in het voormalige vierde lid, dat het tweede lid wordt, wordt, in de Franse versie, het woord "réputée" vervangen door het woord "réputé".

**Art. 26.** In hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"De vervoersinstantie".

**Art. 27.** In afdeling 2/, ingevoegd bij artikel 26, wordt een artikel *9ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *9ter*. De vervoersinstantie :

1° vult de visie van de Regering in een toegankelijkheidsstrategie en in operationele doelstellingen in en identificeert bijgevolg nauwkeurig de openbare dienstverplichtingen;

2° stelt de doelstellingen van het modaal aandeel, de CO2-emissies en de maximale gemiddelde vervuilende emissies per passagier, de kwaliteitsniveaus van de diensten en het deel van onderaanneming in goede coherentie met de gevoerde economische, sociale, territoriale beleidsvormen en met de beleidsvormen inzake duurzame ontwikkeling aan de Regering voor;

3° zorgt voor het overleg met de plaatselijke, gewestelijke en federale belanghebbenden met het oog op de uitvoering van het toegankelijkheidsbeleid;

4° zorgt voor de controle op het bereiken van de doelstellingen van het openbardienstcontract via een constructieve en periodieke dialoog met de operator;

5° brengt een advies aan de Regering uit over de aanvragen tot financiering van aanboden en bijkomende infrastructuren."

**Art. 28.** In artikel 10, § 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, worden de woorden "de bestuursovereenkomst" vervangen door de woorden "het openbardienstcontract".

**Art. 29.** Artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. Het toezicht op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid, ten opzichte van de regelgeving en de statuten, van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen wordt opgedragen aan een College van drie rekeningscommissarissen die door de Regering worden aangewezen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal.

De controle van het college van rekeningscommissarissen bestaat in de verificatie van de rekeningen uiterlijk op 31 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar.



Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de statutaire organen van "OTW" en aan de Regering.

De rekeningscommissarissen worden benoemd voor een duur van drie jaar die één keer op achtereenvolgende wijze verlengd kan worden. Tijdens hun mandaat mogen ze alleen om geldige redenen worden ontslagen.

Voor het overige oefenen de rekeningscommissarissen hun mandaat overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen uit.

"OTW" wordt overeenkomstig artikel 50 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten onderworpen aan de controle van het Rekenhof."

**Art. 30.** In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"OTW" stelt jaarlijks zijn begroting vast door toedoen van zijn organen en legt die begroting ter goedkeuring voor aan de Minister van Vervoer die het aan de Minister van Begroting overmaakt."

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

"Met het oog op de toepassing van deze bepaling wordt "OTW" beschouwd als een openbare bestuursseenheid van type 3, overeenkomstig artikel 3, § 1, 4°, c), van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden."

**Art. 31.** Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt in punt 3° "die zij gemachtigd werd" vervangen door de woorden "die hij gemachtigd werd".

**Art. 32.** In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt het woord "zij" vervangen door het woord "hij".

**Art. 33.** Artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt vervangen als volgt :

"Art. 16. "OTW" legt de Minister van Vervoer periodieke toestanden voor. Hij verstrekt hem alle andere inlichtingen die hij vraagt.

"OTW" legt de Regering een jaarlijks verslag over zijn activiteiten voor.

De Regering maakt dat verslag aan het Waals Parlement over."

**Art. 34.** In hetzelfde decreet worden de volgende artikelen opgeheven :

1° artikel 18, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010;

2° artikel 18*bis*, ingevoegd bij het decreet van 26 november 1992 en gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010 en 1 maart 2012;

3° de artikelen 19 tot 20.

**Art. 35.** In artikel 21 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het wordt vervangen als volgt :

"Art. 21. § 1. De exploitatiemaatschappijen worden bestuurd door een Raad van bestuur dat bestaat uit maximum 15 leden.

Het dagelijks bestuur van de exploitatiemaatschappijen wordt toevertrouwd aan een door de Regering benoemde directeur-generaal.

Die administrateurs worden op de voordracht van "OTW" door de Regering aangewezen.

De voorzitter van de raad van bestuur wordt door de Regering aangewezen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. Wonen de vergaderingen van de raad van bestuur van de exploitatiemaatschappijen met raadgevende stem bij :

1° de administrateur-generaal van "OTW" of de adjunct-administrateur-generaal;

2° de directeur-generaal van de betrokken exploitatiemaatschappij;

3° een vaste vertegenwoordiger voor elke vakbondsorganisaties die in de raad van bestuur van "OTW" vertegenwoordigd worden."

2° het wordt opgeheven.

**Art. 36.** In hetzelfde decreet worden de volgende artikelen opgeheven :

1° de artikelen 21*bis* en 21*ter*, ingevoegd bij het decreet van 1 mars 2012;

2° artikel 22, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010 en vervangen bij het decreet van 1 maart 2012;

3° artikel 23, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010;

4° artikel 24, gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010 en 1 maart 2012;

5° artikel 25;

6° de artikelen 26 tot 28, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010.

**Art. 37.** Artikel 29 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "de exploitatiemaatschappijen" worden vervangen door de woorden "'OTW" en de TEC-groep";

2° in de Franse versie wordt het woord "assujetties" vervangen door het woord "assujettis".

**Art. 38.** Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 39.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

"Openbaredienstcontracten van "OTW"."

**Art. 40.** Artikel 31*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2012, wordt opgeheven.

**Art. 41.** Artikel 31*ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2012 en gewijzigd bij het decreet van 1 maart 2012 wordt opgeheven.

**Art. 42.** Artikel 33, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 1 maart 2012, 4 juni 2015 en 26 oktober 2017, wordt aangevuld door de punten 11° en 12°, luidend als volgt :

"11° de modaliteiten, per mobiliteitsgebied, betreffende de organisatie van essentiële lijnen op grond van het beschikbare personeelsbestand in geval van discontinuïteit van de diensten;

12° de modaliteiten ter bestrijding van elke vorm van intimidatie of geweld op basis van geslacht".

**Art. 43.** In artikel 33<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2012, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Het openbaredienstcontract bepaalt in welke mate onderaanneming kan worden overwogen en voor welke diensten. De mededinging, na raadpleging van de betrokken beroepssector, de opvolging en de controle van de uitbestede diensten worden door "OTW" waargenomen en goedgekeurd door de Regering met inachtneming van de geldende regelgeving op de overheidsopdrachten."

**Art. 44.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IV<sup>bis</sup> vervangen als volgt :

"Vaststelling van de overtredingen en de administratieve boetes."

**Art. 45.** In artikel 36<sup>ter</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 6 december 2007 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van de exploitatiemaatschappijen" opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "van de exploitatiemaatschappijen" opgeheven.

**Art. 46.** In artikel 36<sup>quater</sup>, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 6 december 2007, worden de woorden "van de exploitatiemaatschappijen" opgeheven.

**Art. 47.** In artikel 36<sup>quinqüies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2012, worden de woorden "nr. 1370/2007" ingevoegd na de woorden "Europese verordening".

**Art. 48.** In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IV<sup>quater</sup> vervangen als volgt :

"Wettelijke erfdiensbaarheid van openbaar nut betreffende de uitvoering en de exploitatie van een tramnetwerk op het grondgebied van het Waalse Gewest."

**Art. 49.** In artikel 36<sup>sexies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "in de agglomeratie van Luik" vervangen door de woorden "op het grondgebied van het Waalse Gewest";

4° in paragraaf 2, tweede lid, wordt, in de Franse versie het woord "autorisée" vervangen door het woord "autorisé";

3° in § 2, 2°, wordt het woord "zij" vervangen door het woord "hij";

4° in § 5, eerste lid, wordt het woord "ze" vervangen door het woord "hij" en worden de woorden "op haar eigen kosten" vervangen door de woorden "op zijn eigen kosten".

**Art. 50.** In artikel 36<sup>septies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf, eerste lid, worden de woorden "in de agglomeratie van Luik" vervangen door de woorden "op het grondgebied van het Waalse Gewest";

2° in § 5, eerste lid, wordt het woord "ze" vervangen door het woord "het" en worden de woorden "op haar eigen kosten" vervangen door de woorden "op zijn eigen kosten".

**Art. 51.** Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 52.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 41 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 41. In afwachting van de aanwijzing door de Regering van de in artikel 1<sup>bis</sup>, 8°, bedoelde mobiliteitsgebieden stemmen bedoelde mobiliteitsgebieden overeen met de omtrekken van de vijf exploitatiemaatschappijen, namelijk : "TEC Brabant-wallon", "TEC Charleroi", "TEC Hainaut", "TEC Liège-Verviers" en "TEC Namur-Luxembourg".

**Art. 53.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 42 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 42. "OTW" neemt het geheel van de rechten en verplichtingen van de TEC-groep over."

**Art. 54.** "OTW" brengt zijn statuten in overeenstemming uiterlijk op 30 juni 2018.

**Art. 55.** De artikelen 3, 5, 2°, 14, 15, 16, 17, 18, 24, 2°, 33, 34, 2°, 35, 2°, 37 en 53, treden in werking op 1 januari 2019.

De §§ 3 tot 5 van artikel 5<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 13, treden in werking op 1 januari 2019.

In afwijking van de leden 1 en 2 kan de Regering een vroegere datum van inwerkingtreding bepalen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1043 (2017-2018), nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.